

## RAPPEL AVIS D'ENQUETE ET D'ORGANISATION D'OUVRETE PUBLIQUE

### Commune de Pézenas

#### Révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Par Arrêté en date du 10 décembre 2020, le Maire de Pézenas a ordonné l'ouverture et organisé l'enquête publique sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) selon les modalités suivantes :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet arrêté de révision générale du Plan Local d'Urbanisme du lundi 11 janvier 2021 à 8h30 au vendredi 12 février 2021 à 17h30 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Ce projet de révision générale du P.L.U. poursuit les objectifs définis par la délibération du Conseil Municipal en date du 9 novembre 2016 prescrivant cette révision. Il repose sur un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) comprenant trois principaux axes avec différents principes :

- Valoriser l'identité et le cadre de vie pézenais :**
  - En assurant la mise en valeur du patrimoine du centre-ville.
  - En favorisant les déplacements doux.
  - En renforçant la présence de la nature en Ville.
- Dynamiser et renforcer l'attractivité de Pézenas :**
  - En offrant des solutions en logements pour de meilleurs parcours résidentiels.
  - En faisant du patrimoine de la Ville un levier de l'attractivité économique et touristique.
  - En renforçant l'attractivité et le rayonnement de Pézenas.
- Garantir la préservation du patrimoine naturel et environnemental du territoire pézenais :**
  - En améliorant la trame verte et bleue du territoire.
  - En adoptant une approche économe et durable de la consommation de ressources.
  - En pérennisant l'activité agricole sur le territoire.

**Monsieur Bernad DEWINTER**, militaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par décision en date du 16 juillet 2020 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le dossier d'enquête publique comprend :

- le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté, comprenant un rapport de présentation avec l'évaluation environnementale
  - le projet, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement écrit et graphique et les annexes du P.L.U.,
  - les avis des personnes publiques associées et autres personnes et organismes émis sur le projet, dont notamment celui de l'autorité environnementale,
  - une notice non technique explicative du projet de révision du P.L.U.,
  - un compte rendu de la procédure d'enquête publique mentionnant notamment les textes qui régissent l'enquête publique en cause, l'indication de la façon dont cette enquête administrative relative à la révision du P.L.U., ainsi que la décision pouvant être adoptée au terme de celle-ci,
  - un recueil des pièces administratives relatives à la procédure, comprenant notamment les arrêtés, délibérations, décision de nomination du commissaire enquêteur, présent arrêté,
  - le bilan de concertation relative à l'élaboration du projet de révision du P.L.U.
- Les pièces du dossier d'enquête publique sur support papier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et parafé par le commissaire-enquêteur, seront déposés d'urbanisme du lundi 11 janvier 2021 à 8h30 au vendredi 12 février 2021 à 17h30 inclus et tenus à la disposition du public aux **Services Techniques de la Ville de PEZENAS, boulevard Jacques Monod, 34120 PEZENAS**, pendant toute la durée de l'enquête aux heures d'ouverture suivantes :
- les Lundis, Mardis, Mercredis, Jeudi et Vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 à l'exception des jours fériés.

Les pièces du dossier d'enquête publique pourront être également consultées en format numérique sur le portail informatique prévu à cet effet et accessible aux Services Techniques de la Ville de PEZENAS, aux adresses, jours et horaires susmentionnés, ainsi que sur le site internet de la Commune à l'adresse suivante : <http://www.ville-pezenas.fr/mairie-villeurbanisme-plan-local-durbanisme-2/>

- Dans ce cadre, le public pourra prendre connaissance du dossier et consulter ses observations, propositions :
- sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et parafé par le commissaire-enquêteur ouvert à cet effet aux lieux, jours et horaires sus-indiqués,
  - ou adresser au commissaire enquêteur avant la clôture de l'enquête publique, par correspondance en Mairie de Pézenas, à l'adresse suivante : **Hôtel de Ville, 6 rue Massillon, 34120 PEZENAS,**
  - ou par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete publique.plu@ville-pezenas.fr](mailto:enquete publique.plu@ville-pezenas.fr)

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public peuvent être également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures liés ci-après à l'article 4 du présent arrêté.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le Commissaire enquêteur sont consultables

à l'adresse suivante : **Services Techniques de la Ville de PEZENAS, boulevard Jacques Monod, 34120 PEZENAS**, les Lundis, Mardis, Mercredis, Jeudi et Vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 à l'exception des jours fériés.

Les observations et propositions du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront également accessibles sur le site internet de la Ville, à l'adresse suivante : <http://www.ville-pezenas.fr/mairie-villeurbanisme-plan-local-durbanisme-2/>

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à l'Hôtel de Ville de PEZENAS, Salle des Mariages, 6 rue Massillon, pendant la durée de l'enquête, pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- le lundi 11 janvier 2021 de 9h à 12h,
- le mardi 19 janvier 2021 de 9h à 12h,
- le mercredi 20 janvier 2021 de 9h à 12h,
- le vendredi 12 février 2021 de 14h à 17h.

Compte-tenu du contexte lié à l'épidémie de Covid-19, le public devra respecter les consignes sanitaires qui seront délivrées dans chaque lieu où se déroule l'enquête publique à savoir notamment :

- port du masque obligatoire,
- utilisation de gel hydro alcoolique mis à disposition du public,
- respect des règles de distanciation sociale (minimum 1m),
- une seule personne à la fois sera autorisée à entrer dans la Salle des Mariages en plus du commissaire enquêteur.

Pour les personnes ne souhaitant pas se déplacer, il est rappelé que le dossier est consultable en version numérique sur le site internet de la Commune à l'adresse suivante : <http://www.ville-pezenas.fr/mairie-villeurbanisme-plan-local-durbanisme-2/> et que les remarques peuvent être transmises par courrier ou voie électronique.

À l'expiration du délai d'enquête le vendredi 12 février 2021 à 17h30, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur.

Dés réception du registre et des documents annexes, le commissaire-enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le Maire de la commune de Pézenas et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Maire de Pézenas disposera d'un délai de huit jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur transmettra au Maire de Pézenas le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexes, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif et au Préfet de l'Hérault.

Le présent, conforme aux dispositions des Articles L.122-15 et L.122-19 du Code de l'Environnement sera également consultable pendant cette période sur le site internet de la Commune à, relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies.

Les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront consignées dans un dossier distinct séparé assurant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée en Mairie de PEZENAS, 6 rue Massillon, ainsi qu'aux Services Techniques de la Ville (boulevard Jacques Monod) et sera adressée au Préfet de l'Hérault, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et l'adresse suivante : <http://www.ville-pezenas.fr/mairie-villeurbanisme-plan-local-durbanisme-2/>

À l'issue de l'enquête publique, le projet de P.L.U. révisé, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Cet avis au public faisant connaître les mentions du présent arrêté d'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rapporté dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département :

- «Journal - Midi Libre -»
- «Journal - La Marseillaise -».

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches, à la Mairie et en tous lieux habituels et sur le site internet de la Commune à l'adresse suivante : <http://www.ville-pezenas.fr/mairie-villeurbanisme-plan-local-durbanisme-2/>

La personne responsable du projet de révision du P.L.U. est la commune de Pézenas représentée par Monsieur Armand RIVIERE, Maire de Pézenas.

Les coordonnées de la personne publique responsable du projet soumis à enquête sont : **Mairie de Pézenas, Hôtel de Ville, 6 rue Massillon, BP 00073, 34120 PEZENAS**, Tél : 04 67 30 41 00.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Madame Julie GARCIN SAUDO, Adjointe à l'Urbanisme et au Développement Durable, Madame Valérie MARAVALL, Directrice des Services Techniques, et Madame Marianne FABRE, Chargée d'Etudes en Urbanisme (Services Techniques de la Ville de Pézenas, 6 rue Massillon, 34120 PEZENAS) ou via l'adresse de messagerie électronique suivante : [enquete publique.plu@ville-pezenas.fr](mailto:enquete publique.plu@ville-pezenas.fr)

PEZENAS, le 10 décembre 2020

Le Maire, Armand RIVIERE

## Avis administratif

ville de sète

### AVIS AU PUBLIC

#### Prescription de la révision alléguée n°1 du Plan Local d'Urbanisme

Par délibération D-2020-058 du 28 juillet 2020, le Conseil Municipal a décidé de prescrire la révision alléguée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Sète.

L'objet de cette révision alléguée, prévue par l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, consiste à mettre en cohérence la classification et la qualification des plages de lido dans le règlement du PLU avec leur vocation actuelle.

D'une part, la délibération fait l'objet d'un affichage à l'Hôtel de Ville et peut à être consultée aux heures habituelles d'ouverture pendant un mois.

D'autre part, la délibération prévoit la mise en œuvre d'un dispositif de concertation pendant toute l'élaboration du projet, selon les modalités suivantes :

- Publications communales et sur le site internet de la ville
- Mise à disposition du public du dossier au fur et à mesure de son élaboration
- Cahier d'observations mis à la disposition du public aux heures et d'ouverture de la mairie

Un bilan sera établi au terme de la concertation lors de l'arrêt du projet de révision par le Conseil municipal.

### AVIS AU PUBLIC

#### Commune de Lespignan

#### Prescription de la déclaration de projet n°1 important mise en compatibilité du PLU

Par délibération du conseil municipal en date du 02/11/2020 et par arrêté du Maire en date du 08/01/2021 il a été décidé d'engager la procédure de déclaration de projet important mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU). Cette déclaration de projet porte sur le projet suivant : Parc Photovoltaïque Houle de Béziers secteur des Esses.

Cet arrêté et cette délibération sont affichés en Mairie pendant un mois à compter du 08/01/2021 et peuvent être consultés en Mairie.

### AVIS AU PUBLIC

#### Commune de Pomerols

#### Prescription de la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°2021.11 en date du 11 janvier 2021, le maire a prescrit la modification du droit commun de son Plan Local d'Urbanisme. Cet arrêté précise le champ d'application des modifications à apporter au PLU. Cet arrêté sera affiché pendant 1 mois en Mairie et peut être consulté dans ses locaux aux jours et heures d'ouvertures.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Commune de Béziers

#### Séance du 11 janvier 2021

Nombre de membres : 14

En exercice présents : 9

Nombre de votants : 11

Date de la convocation : 07 janvier

Le onze janvier deux mille vingt et un à dix heures et trente minutes, le Conseil Municipal régulièrement convoqué s'est réuni à la salle du conseil municipal sous la présidence de Madame Cécile LANGREE, première adjointe au maire.

**Étaient présents :** AÏT MOUHEB Tour - BARY Jean-Marie - BONET Bérenger - BONGIGNORI Claire - DEFOSSÉ Sylvain - DIAZ Nathalie - FEUVRIER Nicolas - TEISSIER Serge

**Absents :** FIEVET Thérèse (Poursuite à BONET Bérenger) PAVE Angélique (Poursuite à BONGIGNORI Claire) MARTINEZ José - GAZAGNES Joris - SPILIN Laury

**Secrétaire :** BONGIGNORI Claire

EXECUTION DES JUGEMENTS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER - ZONAGE RÉGLEMENTAIRE AUB DU SECTEUR - EAUX BASSES / CROIX SAINT-ANTOINE - ET DISPOSITIONS DE L'ARTICLE AU1 DU RÈGLEMENT.

Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU), la commune a souhaité traduire une partie significative de son projet urbain dans le zonage AUB. À ce titre, trois secteurs de zone ont été définis : AUA (nouveau équipement communal), AUB (projet résidentiel) et ALU (hébergement collectif).

Situé dans une poche non constituée à l'intérieur d'une forme urbaine délimitée par l'Hérault, le Rouvigny, le Dardail et le dernier lotissement constitué à l'est du village, le secteur AUA a été présenté dans le rapport de présentation communal étant destiné à accueillir le projet résidentiel le plus important en raison du fait que son urbanisation permet une optimisation de cette forme urbaine.

Lors de la procédure d'évaluation environnementale à laquelle le PLU a été soumis, le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la région Méditerranéenne du 27 juillet 2018, cette autorité a émis un avis le 7 mars 2019. Elle a recommandé, au titre de la ressource en eau desservant le secteur AUA, « d'indiquer la nature des travaux à prévoir, leur calendrier de réalisation et de traduire ces éléments de manière réglementaire afin de conditionner l'ouverture de cette zone aux capacités techniques opérationnelles ».

Parallèlement, le SCOT, en tant que document d'élaboration de la politique de l'habitat, a demandé au Préfet le 4 décembre 2018 d'accorder une dérogation à l'interdiction de principe d'ouvrir à l'urbanisation les secteurs, situés en bordure de la zone d'habitat à caractère rural (ZACR) de la commune (AUB) et du « Chemin des Condammées » (ALU).

Au visa de l'avis de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (COPENAF) et du Syndicat mixte en charge de l'alimentation du SCOT, le Préfet a accordé le 28 mars 2019 la dérogation requise sur les deux secteurs.

Lors de la consultation des personnes publiques associées sur le projet de PLU arrêté, le Préfet a émis un avis favorable réservé en date du 24 janvier 2019. Au titre du phasage de l'ouverture à l'urbanisation, il a demandé d'apporter une modification au plan tenant à ce que « le règlement de la zone AUA (conditionne) l'ouverture à l'urbanisation de cette zone à une modification ou révision du PLU et à la réalisation des équipements nécessaires au renforcement du réseau. Le règlement de la zone précisera dans l'article 1 que toute occupation du sol est interdite dans l'immédiat ».

Au visa du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur et de avis des personnes publiques associées, la commune a, postérieurement à l'enquête publique, ajusté le règlement du PLU pour préciser la nécessaire acquisition entre le besoin et la ressource en eau, pour justifier les choix réalisés en matière de zonage, à ajouter en annexe du PLU le plan de gestion de la ressource en eau (PGRE), le schéma directeur de l'alimentation en eau potable (SDAEP) et les courbes du Syndicat Intercommunal des eaux de la Vallée de l'Hérault (SIEVH).

En l'état, le PLU a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2019, Madame DIT STEPHANO, Messieurs SANCHEZ, PEHIS et COLHAT et le SIAEP, RMC ont saisi le Tribunal administratif de Montpellier de trois requêtes en annulation de la délibération du 23 juillet 2019. Aux termes de deux jugements du 12 novembre 2020 (le troisième ayant rejeté la requête de Messieurs SANCHEZ), le Tribunal administratif a décidé d'annuler la délibération attaquée « en tant qu'elle a procédé au classement du secteur « Eaux basses / Croix de Saint-Antoine » en zone AUB et qu'elle approuve les dispositions de l'article AU1 du règlement applicables à cette zone ».

La motivation de cette annulation partielle est tirée de ce que, de première part, la commune n'a pas établi que, « à la date d'approbation du plan local d'urbanisme, le secteur « Eaux basses / Croix de Saint-Antoine » disposait d'un réseau d'eau potable d'une capacité suffisante pour desservir les constructions à lui planter dans l'ensemble de cette zone. Dans ces conditions, alors que le réseau existant nécessitait d'importants travaux de renforcement, cette situation faisait obstacle à l'urbanisation immédiate de cette zone » et, de seconde part, les auteurs du PLU ne pouvaient permettre l'urbanisation immédiate de la zone AUA « compte tenu de l'insuffisance du réseau d'alimentation en eau potable du secteur « Eaux basses / Croix de Saint-Antoine ».

En d'autres termes, la circonstance que, au 23 juillet 2019, le SIEVH n'ait pas encore achevé les importants travaux de renforcement du réseau d'eau potable, le Tribunal a considéré que la capacité de ce réseau n'était pas suffisante et ne

## AUTRES ANNONCES LÉGALES

### Décision judiciaire

### TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BÉZIERS

#### EXTRAIT POUR PUBLICATION

IDENTITÉ :

Raison sociale de la société : SCA Coopérative viticole,

Enseigne : La Fontessole

N° SIREN/SIRET : 775 997 562.

Adresse du siège de la société : boulevard Jules Ferry - 34320 FONTES. Représentant légal : BOUSQUET Jean-Louis.

PROCÉDURE :

Jugement contradictoire de la chambre correctionnelle en date du 21 septembre 2020.

### DÉCISION

- 25405 BLESSURES INVOLONTAIRES PAR PERSONNE MORALE AVEC INCAPACITÉ N'EXCÉDANT PAS 3 MOIS PAR LA VIOLATION MANIFESTEMENT DÉLIBÉRÉE DUNE OBLIGATION DE SÉCURITÉ OU DE PRUDENCE DANS LE CADRE DU TRAVAIL, faits commis à FONTES le 10 octobre 2018

prévis par ART.222-21 AL.1, ART.121-2, ART. 222-20 C. PÉNAL.

et réprimés par ART.222-21 AL.1, ART.222-20, ART.13-1-38, ART.131-39 2°, 3°, 8°, 9° C. PÉNAL. ART.L.474-1-2 C. TRAVAIL.

10330 - 1 Amende déductible de 10 000 euros, à titre de peine principale avec sursis.

15000 - 2 mois d'affichage de la décision dans le Midi Libre, à titre de peine complémentaire.

Exécution aux frais du condamné.

Pour extrait conforme,

le 5 janvier 2021,

Ple greffier en chef.

## Divers

### CHANGEMENT DE NOM

Monsieur DOCCON Damien pascal Joseph né le 09/03/1985 à 34 LO-DEVE demeurant 350 route de campagnan, 34230 PAULHAN agissant en son nom personnel dispose une demande auprès du Gîte des Seaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de ESCRIBANO.

CHAQUE JOUR, VOS RUBRIQUES D'ANNONCES LÉGALES ET OFFICIELLES

permettait donc pas l'urbanisation immédiate de la zone AUA du secteur « Eaux basses / Croix Saint-Antoine ».

Or, le SIEVH avait programmé l'extension du réseau d'eau potable desservant le secteur de zone d'habitat inscrite à son budget 2020 pour un montant de 100 000 euros. Ces travaux viennent d'être réalisés sur la période du 26 novembre au 10 décembre 2020.

Dans ces conditions, la commune est aujourd'hui en mesure d'admettre l'urbanisation immédiate de la zone AUB.

De plus, l'article L. 153-7 du code de l'urbanisme prévoit que, en cas d'annulation partielle d'un PLU, « l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation ».

Par conséquent, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sans délai sur l'approbation du classement du secteur « Eaux basses / Croix Saint-Antoine » en zone AUB et sur les dispositions de l'article AU1 du règlement applicables à cette zone autorisant son urbanisation immédiate compte tenu de la suffisance du réseau d'alimentation en eau potable du secteur.

Au l'exposé de Madame LANGREE Cécile et en reconnaissant le bien fondé,

### DELIBERE

et par la majorité des membres présents à l'unanimité

VO le Code de l'urbanisme ;

VO le Code général des collectivités territoriales ;

VO la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 solidarité et renouvellement urbains

VO la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat ;

VO la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

VO la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VO la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VO la loi n° 20 14-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VO l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme ;

VO la délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2019 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) ;

VO les travaux d'extension du réseau d'alimentation en eau potable réalisés par le SIEVH ;

**CONSIDÉRANT** l'annulation partielle du plan local d'urbanisme de la commune par jugements du Tribunal administratif de Montpellier en date du 12 novembre 2020, en tant que la délibération du 23 juillet 2019 procède au classement du secteur « Eaux basses / Croix de Saint-Antoine » en zone AUB et approuve les dispositions de l'article AU1 du règlement applicables à cette zone ;

**CONSIDÉRANT** que, pour l'exécution de ces jugements, une commune peut adopter une délibération procédant à l'approbation des dispositions de son plan local d'urbanisme comportant un nouveau classement sans être tenue de reprendre l'ensemble de la procédure prévue par les articles L. 153-11 à L. 153-19 du Code de l'urbanisme (CAA Nantes, 9 janvier 1977, req. n° 16NT02 103) ;

**CONSIDÉRANT** que le SIEVH a réalisé, sur la période du 26 novembre au 10 décembre 2020, l'extension du réseau d'eau potable desservant le secteur « Eaux basses / Croix de Saint-Antoine », inscrite à son budget 2020 pour un montant de 100 000 euros ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité de ce réseau est désormais suffisante pour permettre l'urbanisation immédiate du secteur « Eaux basses /

Croix Saint-Antoine » ;

**CONSIDÉRANT** que, à la date de la présente délibération, il n'y a plus d'obstacle à classer ce secteur en zone AUB et que ses dispositions, notamment son article AU, permettent l'urbanisation immédiate de la zone,

**APPROUVE** le classement du secteur « Eaux basses / Croix Saint-Antoine » en zone AUB du plan local d'urbanisme de la commune et les dispositions de l'article AU1 autorisant l'urbanisation immédiate de la zone, tel qu'il figure en annexe de la présente ;

**DONNE DÉLIBÉRATION** à Madame LANGREE Cécile à signer toutes les pièces relatives à cette approbation.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs communaux.

En l'absence de SCOT sur le territoire, la présente délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

La présente délibération sera tenue à la disposition du public à la mairie de Béziers aux jours et heures habituelles d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture, conformément aux articles R. 153-20 et suivants du Code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré à Béziers, le jour, mois et an que dessus

Béziers, le 12/01/2021

Transmission au représentant de l'Etat Cécile LANGREE

N°01-12/00/2021

Publication le 12/01/2021

Notification le

Cécile LANGREE, Première Adjointe

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL DELAI D'OPPOSITION ARTICLE 1007 DU CODE CIVIL ARTICLE 1378-1 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE LOI N° 2016-1547 DU 28 NOVEMBRE 2016

Par testament en date du 14 septembre 2011 disposé au rang des minutes de Me Louis CAMELS le 14 décembre 2020 suivant procès-verbal dont une copie authentique a été déposée au Tribunal judiciaire de MONTPELLIER le 18 décembre 2020, Madame Suzanne PALOUS veuve ESCARLET, née le 10 juillet 1929 à SETE, déclarée à SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE 14 octobre 2020 à institué ou à plusieurs légataires universels.

Opposition à l'exercice de leurs droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Louis CAMELS, 10 rue du Commerce, 34000 Montpellier, Alfred Guibert, Office n° 12039 dans le lieu suivant la réception par le Greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis,

Me Louis CAMELS

